

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 MARS 1908.

Projet de loi portant réduction des droits d'enregistrement et exemption des droits d'hypothèque en faveur de la navigation maritime et de la navigation intérieure.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi sur la navigation maritime et la navigation intérieure voté par la Chambre dans sa séance du 12 décembre 1907, a été adopté par le Sénat en séance du 30 janvier dernier.

Réalisant la promesse faite par le Gouvernement au cours de la discussion de ce projet de loi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet complémentaire, tendant à placer sous un régime de faveur, en ce qui concerne les droits d'enregistrement et d'hypothèque, les actes et les transactions que doit susciter la mise à profit de notre législation nouvelle sur l'hypothèque maritime et fluviale.

I. — DROITS D'ENREGISTREMENT.

La loi fondamentale du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement pose en principe qu'il est établi un droit *proportionnel* sur les obligations et les libérations de sommes et valeurs et sur toute transmission entre vifs de biens meubles ou immeubles (art. 2 et 4.)

Ce droit est actuellement de fr. 0.65 par cent francs pour les libérations, de fr. 1.40 par cent francs pour les prêts et pour les marchés de construction, de fr. 2.70 par cent francs pour les ventes de meubles. Les ouvertures de crédit sur hypothèque ou sur gage sont, comme les prêts, assujetties au droit de fr. 1.40 par cent francs, dont fr. 0.65 sont exigibles au moment de l'enregistrement de l'acte d'ouverture et le surplus lors de la réalisation du crédit. (L. 24 mars 1873, art. 6 et 8; L. 28 juillet 1879, art. 1^{er}.)

Par dérogation à ce tarif, une loi du 12 avril 1864 a soumis à un droit

fixe, invariable, de 2 fr. 20 c. (actuellement fr. 2.40) les « acquisitions de navires à titre onéreux ».

C'est, à la fois, trop et trop peu.

C'est trop, car il est de toute justice que le droit d'enregistrement, prix de la protection que nos lois civiles accordent aux actes et aux contrats, soit proportionné à l'importance pécuniaire de la chose sujette à l'impôt.

C'est trop peu, car les acquisitions à titre onéreux ne sont pas les seules opérations qu'il convienne de favoriser en vue du développement de nos entreprises maritimes et fluviales; le marché de construction et l'emprunt doivent être vus, au moins, avec autant de faveur.

Disposant dans des vues d'ensemble, faisant la part des différents intérêts en présence, le projet de loi assujettit à un droit proportionnel modique, qui ne pourra jamais être une entrave, — 10 centimes par 100 francs, — les marchés pour construction, réparation et entretien de navires ou bateaux (art. 1^{er}), les ventes de cette espèce de biens (art. 2), les prêts et les ouvertures de crédit sur hypothèque maritime ou fluviale (art. 3 et 4) et, enfin, les libérations de sommes dues en vertu de pareils contrats (art. 5).

II. — DROITS D'HYPOTHEQUE.

L'article 19 de la loi du 21 ventôse an VII a établi au profit du Trésor public un impôt spécial sur l'*inscription* des créances hypothécaires et sur la *transcription* des actes emportant mutation de propriété immobilière.

Le droit de transcription s'élève actuellement à fr. 1.25 par 100 francs et le droit d'inscription à fr. 1.50 par 1,000 francs (L. 3 janvier 1824, art 1^{er}; L. 28 juillet 1879, art. 1^{er}, § 4 et art. 4).

Il a été reconnu, au lendemain de la loi du 21 août 1879, qu'en l'absence d'une disposition expresse, le droit établi pour la transcription des mutations immobilières ne pouvait être étendu aux transmissions de navires et que, seules, les inscriptions d'hypothèque maritime rentraient dans les termes de la loi de ventôse.

Les articles 6 et 8 combinés du projet de loi consacrent sous une autre forme, en l'accentuant, cette situation privilégiée. Il en résulte, d'une part, qu'un droit d'enregistrement particulier de 10 centimes par 100 francs sera dû sur les actes portant constitution d'une hypothèque maritime ou fluviale, mais, d'autre part, que l'immatriculation à la conservation des hypothèques des navires ou bateaux, l'inscription des actes translatifs ou déclaratifs de propriété ayant pour objet le bâtiment immatriculé, l'inscription et le renouvellement d'inscription du droit hypothécaire, en un mot toutes les formalités instituées par la législation nouvelle sur la matière ne donneront lieu à la perception d'aucun droit spécial.

Le projet de loi sur la navigation maritime et la navigation intérieure a déjà exonéré ces formalités du droit de timbre; ce ne sera pas l'un des moindres mérites du nouveau système de publicité instauré par le dit projet, que de réduire à presque rien, grâce à la simplification des recherches et des

écritures, les salaires que les intéressés se trouveront dans le cas de devoir payer au conservateur.

On remarquera que le projet actuel étend ses faveurs à tous les navires et bateaux, sans distinction ni restriction, et ne se limite pas aux seuls bâtiments définis par les articles 1^{er} et 260 du projet de loi sur la navigation maritime et intérieure.

Le Ministre des Finances,

JUL. LIEBAERT.



PROJET DE LOI

portant réduction des droits d'enregistrement et exemption des droits d'hypothèque en faveur de la navigation maritime et de la navigation intérieure.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des finances est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le droit proportionnel établi par l'article 69, § 3, n° 1°, de la loi du 22 frimaire an VII est réduit à fr. 0.10 pour cent pour les marchés de construction, de réparation et d'entretien de navires ou bateaux.

ART. 2.

Le droit proportionnel établi par l'article 69, § 5, n° 1°, de la loi du 22 frimaire an VII est réduit à fr. 0.10 pour cent pour les ventes et, généralement, pour les transmissions à titre onéreux de navires ou bateaux.

WETSONTWERP

houdende vermindering van de registratierechten en vrijstelling van de hypotheekrechten ten voordeele van de zee- en van de binnenvaart.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën wordt belast met, uit Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers voor te leggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Het evenredig recht bepaald bij artikel 69, § 3, n° 1°, der wet van 22 Frimaire jaar VII, wordt tot fr. 0.10 ten honderd verminderd voor de overeenkomsten tot bouwing, tot herstelling en tot onderhoud van zee- of binnenschepen.

ART. 2.

Het evenredig recht bepaald bij artikel 69, § 5, n° 1°, der wet van 22 Frimaire jaar VII, wordt tot fr. 0.10 ten honderd verminderd voor de verkoopen en, in het algemeen, voor de overdrachten ten bezwarenden titel van zee- of binnenschepen.

ART. 3.

Le droit proportionnel établi par l'article 69, § 3, n^o 3^o, de la loi du 22 frimaire an VII est réduit à fr. 0.10 pour cent pour les prêts sur hypothèque maritime ou fluviale.

L'acte constitutif n'est assujetti qu'au timbre de dimension, même s'il est sous seing privé.

ART. 4.

Le droit proportionnel établi par l'article 6 de la loi du 24 mars 1873 est réduit à fr. 0.10 pour cent pour les ouvertures de crédit sur hypothèque maritime ou fluviale.

Il n'est dû aucun droit complémentaire en cas de réalisation du crédit.

Sont exemptes du timbre et de l'enregistrement les reconnaissances des sommes remises par le créateur au créancier.

ART. 5.

Le droit proportionnel établi par l'article 69, § 2, n^o 11^o, de la loi du 22 frimaire an VII est réduit à fr. 0.10 pour cent pour les libérations de sommes dues en vertu des contrats susvisés.

ART. 6.

Sont assujettis au droit de fr. 0.10 pour cent sur le montant en principal de la somme garantie, les actes portant constitution d'une hypothèque maritime ou fluviale.

ART. 7.

Il ne peut être perçu moins de 2 francs 50 centimes pour l'enregistrement des actes tombant sous l'application des dispositions qui précèdent.

ART. 3.

Het evenredig recht bepaald bij artikel 69, § 3, n^o 3^o, der wet van 22 Frimaire jaar VII, wordt tot fr. 0.10 ten honderd verminderd voor de hypotheecaire leeningen op de zee- of binnenschepen.

Enkel aan het formaatzegel is onderworpen de akte van vestiging, dan zelfs wanneer zij eene onderhandsche is.

ART. 4.

Het evenredig recht bepaald bij artikel 6 der wet van 24 Maart 1873, wordt tot fr. 0.10 ten honderd verminderd voor de hypotheecaire kredietopeningen op zee- of binnenschepen.

Geen aanvullend recht is verschuldigd in geval het krediet te gelde wordt gemaakt.

Van zegel en registratie zijn vrij de schulderkenningen van de door den kredietgever aan den kredietnemer verstrekte sommen.

ART. 5.

Het evenredig recht bepaald bij artikel 69, § 2, n^o 11^o, der wet van 22 Frimaire jaar VII, wordt tot fr. 0.10 ten honderd verminderd voor de kwijtingen van sommen die krachtens hoogerbedoelde overeenkomsten verschuldigd zijn.

ART. 6.

Aan het recht van fr. 0.10 ten honderd over het hoofdbedrag der gewaarborgde som zijn onderworpen de akten waarbij eene hypotheek op zee- of binnenschepen wordt gevestigd.

ART. 7.

Wegens registratie der akten waarop de voorgaande bepalingen van toepassing zijn, mag niet minder dan 2 frank 50 centiemen worden geheven.

ART. 8.

Sont exemptes de tout droit particulier les formalités hypothécaires relatives aux navires et aux bateaux.

Les salaires dus au conservateur sont déterminés par arrêté royal.

ART. 9.

Est abrogé l'article 3 de la loi du 12 avril 1864.

Donné à Laeken, le 14 mars 1908.

ART. 8.

Zijn vrij van alle bijzonder recht, de hypothecaire formaliteiten betreffende de zee- en binnenschepen.

De aan den bewaarder verschuldigde loonen worden bij Koninklijk besluit bepaald.

ART. 9.

Wordt ingetrokken artikel 3 der wet van 12 April 1864.

Gegeven te Laeken, den 14ⁿ Maart 1908.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

Jul. LIEBAERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 MAART 1908.

Wetsontwerp houdende vermindering van de registratierechten en vrijstelling van de hypotheekrechten ten voordeele van de zee- en van de binnenvaart.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het door de Kamer, in hare vergadering van 12 December 1907, gestemde wetsontwerp betreffende de zee- en binnenvaart werd, in zitting van jongstleden 30 Januari, door den Senaat aangenomen.

Tot vervulling der belofte die, tijdens de bespreking van gemeld wetsontwerp, door de Regeering werd gedaan, heb ik de eer aan uwe beraadslagingen voor te leggen een aanvullend ontwerp van wet, strekkende om, ten opzichte der rechten van registratie en van hypotheek, een voordeelig stelsel van toepassing te maken op de akten en handelscontracten waartoe de nieuwe wetgeving, nopens hypotheek op de zee- en binnenschepen, aanleiding zal geven.

I. REGISTRATIERECHTEN.

Bij de grondwet van 22 Frimaire jaar VII, op de registratie, wordt in beginsel bepaald, dat een *evenredig* recht geheven wordt op de erkenningen en kwijtingen van sommen en geldswaarden en op alle overdracht onder levenden van roerende of onroerende goederen (art. 2 en 4).

Gemeld recht bedraagt thans : fr. 0.65 per honderd frank voor de kwijtingen; fr. 1.40 per honderd frank voor de leeningen en voor de bouwcontracten; fr. 2.70 per honderd frank voor den verkoop van meubelen. De kredietopeningen op hypotheek of op pand, zijn, evenals de leeningen, onderworpen aan het recht van fr. 1.40 per honderd frank, waarvan fr. 0.65 eischbaar zijn ter stonde van de registratie der akte van opening, en het overige wanneer het krediet te gelde wordt gemaakt. (Wet van 24 Maart 1875, art. 6 en 8; Wet van 28 Juli 1879, art. 1).

Met afwijking van dit tarief wordt, krachtens eene wet van 12 April 1864, een vast, onveranderlijk recht van 2 fr. 20 c. (thans fr. 2.40) geheven op de « aankopen van schepen ten bezwarenden titel ».

Dit is, ofwel te veel, ofwel te weinig.

Het is te veel, want de billijkheid vergt dat het registratierecht, hetwelk de prijs is voor de bescherming door onze burgerlijke wetten aan de akten en contracten verleend, in evenredigheid weze met de geldelijke belangrijkheid van de belastingplichtige zaak.

Het is te weinig, want de aankopen ten bezwarenden titel zijn niet de eenige verrichtingen welke bevoordeeld dienen te worden met het oog op de uitbreiding van onze ondernemingen op gebied van zee- en binnenvaart; bouwcontracten en leening verdienen, voor het minst, evenveel begunstiging.

Opgesteld met doeleinden waarbij in aamerking komen den samenhang en ook de tegenover elkander staande belangen, wordt door het ontwerp een nooit hinderend gering evenredig recht gesteld — 10 centiemen per honderd frank — op de contracten tot bouwning, herstelling en onderhoud van zee- of binnenschepen (art. 1), op den verkoop van soortgelijke goederen (art. 2), op de hypothecaire leeningen en kredietopeningen op zee- of binnenschepen (art. 3 en 4) en, ten slotte, op de kwijtingen van sommen die krachtens dergelijke contracten verschuldigd zijn (art. 5).

II. — RECHTEN VAN HYPOTHEEK.

Artikel 19 der wet van 21 Ventôse jaar VII heeft, ten bate van den Staatsschat, eene bijzondere belasting gesteld op de *inschrijving* der hypothecaire schuldvorderingen en op de *overschrijving* der akten die overgang van onroerende goederen tengevolge hebben.

Thans bedraagt het recht van overschrijving fr. 1.25 per honderd frank en het recht van inschrijving fr. 1.50 per honderd frank. (Wet van 3 Januari 1824, art. 1; wet van 28 Juli 1879, art. 1, § 4, en art. 4.)

Onmiddellijk na het in werking treden der wet van 21 Augustus 1879 werd bevonden dat, ten gevolge van het niet bestaan eener uitdrukkelijke bepaling, het recht gesteld op de overschrijving der overgangen van onroerende goederen niet kon worden toegepast op de overdrachten van schepen en dat, alleen, de hypothecaire inschrijvingen van zeeschepen in de bewoordingen der wet van Ventôse vielen.

Deze bevoorrechte toestand wordt, onder een anderen vorm, met meer sterkte gehuldigd door de samenloopende artikelen 6 en 8 van het wetsontwerp. Daaruit spruit, eenerzijds, dat een bijzonder registratierecht van 10 centiemen per honderd frank verschuldigd is voor de akten waarbij eene hypotheek op zee- of binnenschepen wordt gevestigd; doch, anderzijds, dat hoegenaamd geen bijzonder recht verschuldigd is wegens de teboekstelling, ter hypotheekbewaring, van zee- en binnenschepen, wegens de inschrijving der akten van overdracht of van verklaring van eigendom betreffende het te boek gestelde vaartuig, wegens de inschrijving en de hernieuwing van inschrijving van het recht van hypotheek; met een woord, wegens al de formaliteiten opgelegd door de nieuwe ter zake geldende wetgeving.

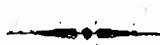
Voor bedoelde formaliteiten werd reeds vrijdom van zegelrecht verleend door het wetsontwerp betreffende de zee- en binnenvaart; voorwaar, onder

de verdiensten van het nieuw stelsel van openbaarmaking door gemeld ontwerp ingevoerd, zal niet als een der geringste aanzien mogen worden het verminderen, tot bijna niets, van de loonen welke de belanghebbenden aan den bewaarder te betalen zouden hebben-vermindering, die aan vereenvoudiging der opzoekingen en der geschriften te danken is.

Er valt op te merken, dat het thans overgelegde ontwerp zijne voordeelen uitstrekt tot al de zee- en binnenschepen, zonder onderscheid noch voorbehoud, en zich niet beperkt tot de enkele vaartuigen die bedoeld zijn bij de artikelen 1 en 260 van het wetsontwerp betreffende de zee- en binnen-vaard.

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.



PROJET DE LOI

portant réduction des droits d'enregistrement et exemption des droits d'hypothèque en faveur de la navigation maritime et de la navigation intérieure.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des finances est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le droit proportionnel établi par l'article 69, § 3, n° 1°, de la loi du 22 frimaire an VII est réduit à fr. 0.10 pour cent pour les marchés de construction, de réparation et d'entretien de navires ou bateaux.

ART. 2.

Le droit proportionnel établi par l'article 69, § 5, n° 1°, de la loi du 22 frimaire an VII est réduit à fr. 0.10 pour cent pour les ventes et, généralement, pour les transmissions à titre onéreux de navires ou bateaux.

WETSONTWERP

houdende vermindering van de registratierechten en vrijstelling van de hypotheekrechten ten voordeele van de zee- en van de binnenvaart.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën wordt belast met, uit Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers voor te leggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Het evenredig recht bepaald bij artikel 69, § 3, n° 1°, der wet van 22 Frimaire jaar VII, wordt tot fr. 0.10 ten honderd verminderd voor de overeenkomsten tot bouwning, tot herstelling en tot onderhoud van zee- of binnenschepen.

ART. 2.

Het evenredig recht bepaald bij artikel 69, § 5, n° 1°, der wet van 22 Frimaire jaar VII, wordt tot fr. 0.10 ten honderd verminderd voor de verkoopen en, in het algemeen, voor de overdrachten ten bezwarenden titel van zee- of binnenschepen.

ART. 3.

Le droit proportionnel établi par l'article 69, § 3, n^o 3^o, de la loi du 22 frimaire an VII est réduit à fr. 0.10 pour cent pour les prêts sur hypothèque maritime ou fluviale.

L'acte constitutif n'est assujetti qu'au timbre de dimension, même s'il est sous seing privé.

ART. 4.

Le droit proportionnel établi par l'article 6 de la loi du 24 mars 1873 est réduit à fr. 0.10 pour cent pour les ouvertures de crédit sur hypothèque maritime ou fluviale.

Il n'est dû aucun droit complémentaire en cas de réalisation du crédit.

Sont exemptes du timbre et de l'enregistrement les reconnaissances des sommes remises par le créateur au créancier.

ART. 5.

Le droit proportionnel établi par l'article 69, § 2, n^o 11^o, de la loi du 22 frimaire an VII est réduit à fr. 0.10 pour cent pour les libérations de sommes dues en vertu des contrats susvisés.

ART. 6.

Sont assujettis au droit de fr. 0.10 pour cent sur le montant en principal de la somme garantie, les actes portant constitution d'une hypothèque maritime ou fluviale.

ART. 7.

Il ne peut être perçu moins de 2 francs 50 centimes pour l'enregistrement des actes tombant sous l'application des dispositions qui précèdent.

ART. 3.

Het evenredig recht bepaald bij artikel 69, § 3, n^o 3^o, der wet van 22 Frimaire jaar VII, wordt tot fr. 0.10 ten honderd verminderd voor de hypothe-caire leeningen op de zee- of binnenschepen.

Enkel aan het formaatzegel is onderworpen de akte van vestiging, dan zelfs wanneer zij eene onderhandsche is.

ART. 4.

Het evenredig recht bepaald bij artikel 6 der wet van 24 Maart 1873, wordt tot fr. 0.10 ten honderd verminderd voor de hypothe-caire kredietopeningen op zee- of binnenschepen.

Geen aanvullend recht is verschuldigd in geval het krediet te gelde wordt ge maakt.

Van zegel en registratie zijn vrij de schulderkenningen van de door den kredietgever aan den kredietnemer verstrekte sommen.

ART. 5.

Het evenredig recht bepaald bij artikel 69, § 2, n^o 11^o, der wet van 22 Frimaire jaar VII, wordt tot fr. 0.10 ten honderd verminderd voor de kwijtingen van sommen die krachtens hoogerbedeelde overeenkomsten verschuldigd zijn.

ART. 6.

Aan het recht van fr. 0.10 ten honderd over het hoofdbedrag der gewaarborgde som zijn onderworpen de akten waarbij eene hypotheek op zee- of binnenschepen wordt gevestigd.

ART. 7.

Wegens registratie der akten waarop de voorgaande bepalingen van toepassing zijn, mag niet minder dan 2 frank 50 centiemen worden geheven.

ART. 8.

Sont exemptes de tout droit particulier les formalités hypothécaires relatives aux navires et aux bateaux.

Les salaires dus au conservateur sont déterminés par arrêté royal.

ART. 9.

Est abrogé l'article 5 de la loi du 12 avril 1864.

Donné à Laeken, le 14 mars 1908.

ART. 8.

Zijn vrij van alle bijzonder recht, de hypothecaire formaliteiten betreffende de zee- en binnenschepen.

De aan den bewaarder verschuldigde loonen worden bij Koninklijk besluit bepaald.

ART. 9.

Wordt ingetrokken artikel 5 der wet van 12 April 1864.

Gegeven te Laeken, den 14ⁿ Maart 1908.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

Jul. LIEBAERT.